

"Le centre Kiem, pilier des réunions" dans La Voix du Luxembourg (28 décembre 2004)

Légende: À une semaine du lancement de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, dans un article daté du 28 décembre 2004, le quotidien La Voix du Luxembourg présente le centre Kiem comme étant, au Luxembourg, le lieu principal de déroulement des réunions du Conseil.

Source: La Voix du Luxembourg. 28.12.2004. Luxembourg. "Le centre Kiem, pilier des réunions", auteur:Dionnet, Olivier , p. 6.

Copyright: (c) Imprimerie Saint-Paul s.a.

URL: http://www.cvce.eu/obj/le_centre_kiem_pilier_des_reunions_dans_la_voix_du_luxembourg_28_decembre_2004-fr-5dc5e6c9-03f7-4a05-bbce-9af8ce08c62f.html

Date de dernière mise à jour: 24/08/2015

Organisation de la présidence luxembourgeoise

Le centre Kiem, pilier des réunions

C'était en avril qu'ont débuté les préparatifs en vue de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne (UE). Ainsi, à une semaine du lancement de cette présidence, il est important de détailler les modalités d'organisation et de déroulement des réunions prévues au cours du prochain semestre par les autorités luxembourgeoises.

Olivier Dionnet

Il est vrai que toute présidence du Conseil de l'UE constitue un grand événement pour n'importe lequel des pays membres. Mais elle revêt pour le grand-duché de Luxembourg un caractère véritablement particulier. Luxembourg est une ville siège, qui compte plus de 9.000 fonctionnaires et accueille des bureaux délocalisés de la Commission européenne et du Conseil de l'UE.

C'est pourquoi l'Etat luxembourgeois, au travers de tous les ministères et services administratifs, avec la collaboration du secrétariat général du Conseil, dont l'aide est devenue de plus en plus indispensable, s'est préparé depuis avril à faire face à ce défi.

Un schéma de préparation a été établi et a conduit à la création de deux comités. Le premier, le comité de pilotage, a la charge de traiter des grandes lignes de l'organisation de la présidence. Le second, le comité interministériel, qui constitue une nouveauté par rapport aux précédentes présidences, dont la dernière en date remonte à 1997, est le point de contact logistique entre tous les ministères. Le Luxembourg a à ce titre engagé 240 chargés de mission.

Cette présidence a dès le départ été vue comme plus difficile à organiser que les précédentes. En effet, trois facteurs importants ont pris un poids considérable dans l'organisation des quelque 220 réunions prévues: l'intégration toujours plus croissante au sein de l'UE, l'élargissement à 25 membres depuis mai et la sécurité.

Le premier facteur sous-entend des réunions plus nombreuses dans des domaines encore et toujours plus variés.

L'arrivée de dix nouveaux membres suppose de son côté des infrastructures adaptées, étant donné qu'au total environ 20.000 délégués et 4.000 journalistes devront être reçus. De plus, il faut également prévoir la participation des quatre pays candidats à l'UE et de pays non membres habituellement conviés aux réunions comme la Suisse et la Norvège.

La sécurité a fait l'objet d'une attention elle aussi particulière, qui se traduit par une coopération policière transfrontalière inédite avec la Belgique. Il sera possible en fait de voir un policier belge à Luxembourg.

Mais par rapport à 1997, la possibilité de décentraliser est beaucoup plus limitée. De nombreuses réunions auront certes lieu à l'abbaye de Neumünster (environ 80 pendant 145 jours sur les 180 de la présidence) et à Mondorf (une quarantaine) entre fonctionnaires et experts, et d'autres plus marginalement à Echternach et à Vianden. Mais, le centre de Kiem constituera le centre de conférence de la présidence luxembourgeoise.

Il se situe dans l'enceinte de LuxExpo au Kirchberg et peut accueillir 1.600 personnes sur une surface occupée d'environ 9.000m². 58 cabines pouvant contenir quatre interprètes sont mises à disposition, soit 232 postes de traducteurs.

Le hall 5 comprend le centre de conférences proprement dit avec trois salles de réunion pour une capacité de 444 places et de 52 cabines d'interprètes et deux salles d'écoute pour 100 personnes.

Le hall 4 abrite le centre de presse avec une salle pour 300 personnes et six cabines d'interprètes, un local *briefing* de presse par Etat membre, en tout 25 locaux, 300 postes de travail avec raccord téléphonique

particulier pour la presse écrite et 20 bancs de montage pour les besoins de la presse audiovisuelle.

Concernant le coût de cette présidence et sa prise en charge, les dispositions financières varient entre une prise en charge intégrale de l'UE et un cofinancement, dont le pourcentage peut également varier.

Malgré une volonté évidente du Luxembourg d'imposer son propre style au cours de cette présidence (comme tous les autres pays d'ailleurs), Georges Santer, secrétaire général au ministère des Affaires étrangères, rappelle que 80 % du calendrier sont déjà fixés. Le programme européen pour 2005 a été rédigé en coopération avec le Royaume-Uni, qui occupera la présidence au second semestre. Il indique également qu'à l'étranger ce sont les délégations du Bénélux qui suppléent le Luxembourg en cas d'absence de représentation bilatérale.

Il confie avec un certain soulagement que «tout est enfin prêt pour ce semestre organisé avec fierté par le Luxembourg».